

Vers une pénurie d'électricité cet hiver : les leçons d'une histoire belge



Après s'être trop axée sur les énergies intermittentes (solaire et éolien), la Belgique redoute un blackout électrique pour le mois de novembre.

Avec Loïk Le Floch-Prigent

Atlantico : La Belgique redoute un blackout électrique pour le mois de novembre. Comment ce pays européen se retrouve dans cette situation inédite ? Comment palier à cette situation si jamais elle venait à se produire ?

Loïk Le Floch-Prigent : Enfin un pays ose affronter la réalité ! Les énergies intermittentes (solaire et éolien) ne permettent pas d'assurer la sécurité d'approvisionnement électrique, il faut donc avoir recours aux sources d'énergie pilotables (hydraulique, nucléaire ou thermique) pour qu'il n'y ait pas de rupture possible pour les consommateurs. Tout le monde le sait, mais la folie verte a déferlé sur l'Europe et on a essayé de faire croire que les énergies « nouvelles » allaient permettre de satisfaire la demande. Alors que certains freinaient les programmes de maintenance des centrales nucléaires et demandaient la fermeture de certaines centrales thermiques, tous les techniciens annonçaient des possibilités de pannes « certains territoires dans le noir » si l'on continuait à déifier l'augmentation incontrôlée de l'éolien et du solaire. La Belgique est la première au pied du mur, la France suivra si elle continue à vouloir rapidement une augmentation des investissements « énergies nouvelles » en fermant les centrales nucléaires et thermiques et en mettant le bazar dans son hydraulique.

Comment la Belgique en est arrivée là ? En retardant les programmes de maintenance des centrales nucléaires, en fermant les centrales thermiques et en obéissant aveuglément aux dogmes des énergies intermittentes. Pendant le même temps, son voisin allemand a augmenté sa production électrique à partir du charbon et du lignite, et les polonais construisent de nouvelles centrales utilisant leur charbon. Bruxelles, capitale de l'Europe, a cru aux dogmes, a voulu satisfaire ses anti-nucléaires et se retrouve en difficulté, espérant de l'aide de la part des Allemands, des Hollandais... et des Français qui ont eu recours lors de l'hiver dernier à l'électricité charbon-lignite des Allemands.

Pour l'Europe tout entière, pas de salut sans nucléaire ou thermique, c'est cela que vient nous dire la ministre belge de l'Energie !

Revenons donc à la raison, les énergies nouvelles, intermittentes, ne peuvent fournir qu'une partie de nos besoins, et il faut garder un socle « pilotable », hydraulique pour ceux qui le peuvent, mais nucléaire et thermique pour les autres, c'est le cas de la France, de la Belgique, de l'Allemagne, de la Grande -Bretagne...

Pour satisfaire la peur belge, en ce qui nous concerne, il faudrait répondre aux Belges « ne vous en faites pas, nos centrales

nucléaires vont marcher, et nous n'allons pas fermer nos centrales thermiques ». Comme on dit le contraire depuis des mois, il ne reste plus aux belges que l'espoir que les allemands vont maintenir leur programme charbon-lignite ! Beau succès du dogmatisme européen.

Quelle est la responsabilité réelle de la ministre de l'Energie Marie-Christine Marghem qui accuse l'exploitant de ne pas avoir "planifié de manière suffisamment intelligente" ?

Les responsabilités sont à tous les niveaux, l'engouement européen pour le « tout énergies nouvelles » ne pouvait pas ne pas avoir d'impact sur Bruxelles ! L'exploitant mène une intense activité sur les programmes verts, et tout son Etat-Major est mobilisé sur cet objectif, ses forces vives aussi, le programme nucléaire n'était plus dans les priorités depuis des mois... et cet éloignement conduit à la fin à la fatalité, il y a des manquements à la sûreté et des retards dans la maintenance. C'est un grand classique de l'industrie, ce que l'on néglige finit en difficulté majeure, nous y sommes, c'est la faute de tout le monde, y compris des médias qui ont matraqué les programmes nucléaire et thermique depuis des années. La ministre a eu le courage de parler, de refuser de poursuivre dans les contre-vérités et d'affronter les réalités. Regardez cette semaine les « révélations » sur la poursuite du programme charbon de la Chine ! Dénier de réalité encore, la consommation de charbon en Chine est prévue en augmentation depuis des années, seul leur programme nucléaire permet de diminuer la proportion du charbon dans le mix final. On a l'air de le découvrir, mais on le sait depuis des années. Il est temps d'ouvrir les yeux.

Quelles conséquences ce black-out pourrait-il avoir ?

Pour les sages, on pourrait espérer une remise en question de la politique électrique européenne en arrêtant le gouffre financier des investissements intermittents et celui des fermetures programmées de centrales amorties et performantes. La bonne réponse ce serait : on ne va pas fermer Fessenheim, on va arrêter les plaisanteries du PPE qui va demander la fermeture de huit centrales nucléaires supplémentaires, on va garder les centrales charbon/déchets ligneux de Cordemais et du Havre, on va revenir sur la dérégulation artificielle avec des marchés qui ne riment à rien, bref on va prendre au sérieux cette alerte qui annonce une catastrophe prochaine...

Je crains, hélas, que l'idéologie persiste et que l'on continue dans la direction opposée... et qu'il faudra passer par un cataclysme, une partie de l'Europe dans le noir, pour que les responsables se réveillent et arrêtent de boire leurs propres paroles en pensant qu'elles sont admirables.

Quels enseignements pourrait-on en tirer ?

Que le déni de réalité n'est pas la meilleure façon de gouverner un pays ou un continent et qu'il existe des lois de la physique qu'il serait bon de connaître et d'assimiler avant de définir des politiques.